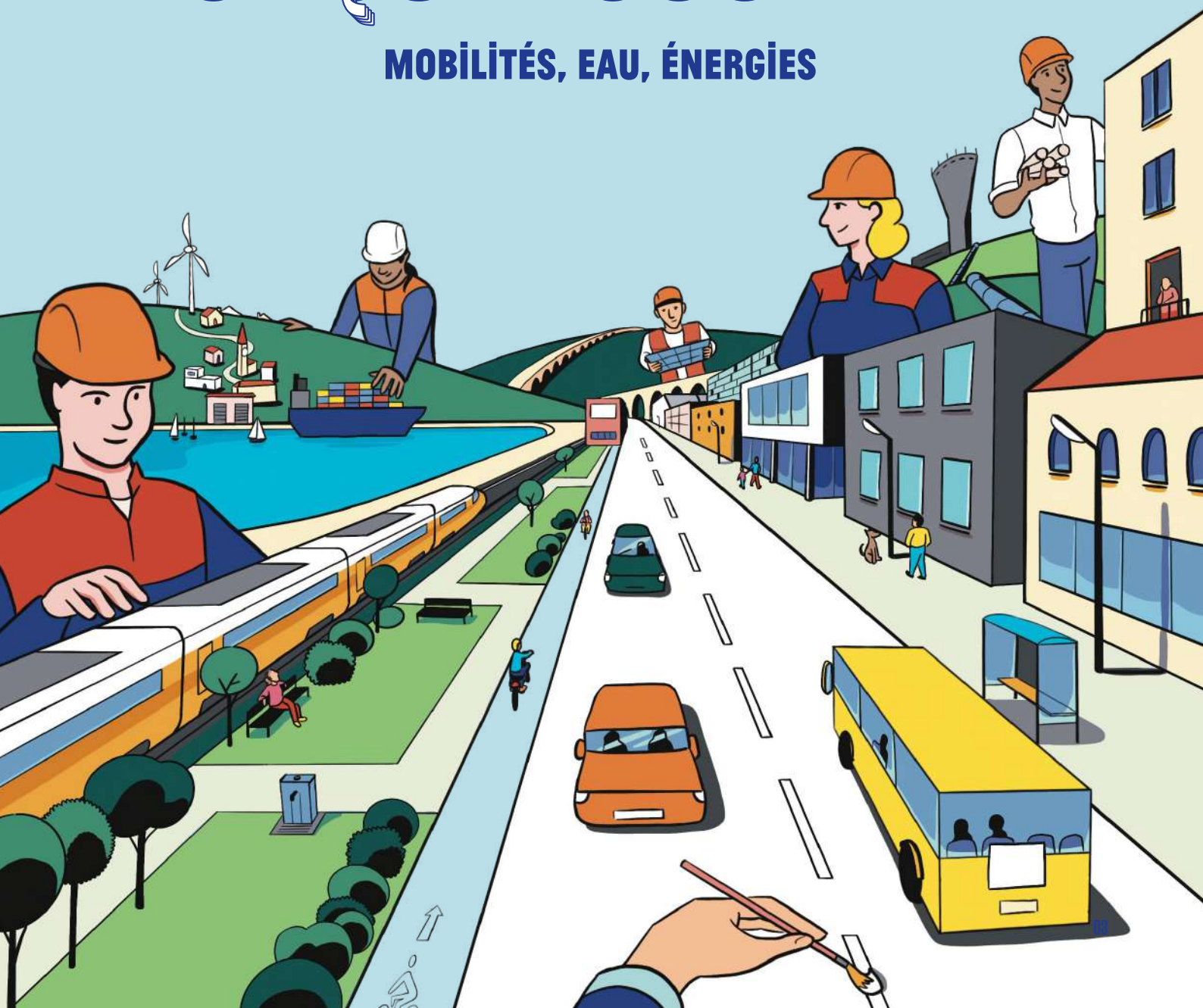


RENDRE VISIBLE CE QUI NOUS RELIE

MOBILITÉS, EAU, ÉNERGIES



À PROPOS DE CE RAPPORT

Le rapport d'impact 2025-2026 de la Fédération Nationale des Travaux Publics met en lumière la contribution essentielle des infrastructures dans le quotidien des Français. Routes, réseaux, ouvrages, aménagements urbains ou solutions numériques : derrière chaque service accessible et chaque territoire attractif se trouve le savoir-faire des entreprises de travaux publics.

À l'approche des élections municipales de 2026, ce rapport veut rappeler qu'investir au quotidien dans les infrastructures, c'est investir dans la qualité de vie, la cohésion des territoires et la transition écologique.

Construit autour de trois grands axes — agir pour le cadre de vie, agir pour des territoires plus sûrs et résilients, et agir avec les élus pour aménager les territoires de demain — il s'appuie sur des données issues d'enquêtes d'opinion et d'exemples concrets de réalisations locales.

Ce rapport est aussi une invitation à regarder autrement ces infrastructures souvent invisibles, mais indispensables, et à reconnaître le rôle stratégique des 8 000 entreprises de travaux publics dans la transformation durable du pays.



EN SAVOIR PLUS
SUR LA FNTP



SOMMAIRE

04 Éditorial

6 questions à Alain Grizard, Président de la FNTP

06 Enquête

Donner la parole aux citoyens



08

Agir pour le cadre de vie
**LES INFRASTRUCTURES,
PILIERS DU BIEN-VIVRE**

- 10 Enjeux et solutions
- 12 Des projets concrets



16

Agir pour les territoires
**LES INFRASTRUCTURES,
UN LEVIER DE CONFIANCE**

- 18 Enjeux et solutions
- 20 Des projets concrets



24

Agir ensemble
**FAIRE LA DIFFÉRENCE
AVEC DES ENGAGEMENTS
COLLECTIFS**

- 26 Enjeux et solutions
- 28 Des projets concrets

32 Perspectives

Traçons la voie vers 2026

34 Engagement

La FNTP, une fédération engagée

36 Chiffres clés

Les travaux publics en chiffres
L'activité du secteur en France et dans le monde

38 En bref

L'actu de la FNTP
Fédérations régionales

6 QUESTIONS À

ALAIN GRIZAUD, PRÉSIDENT DE LA FNTF

Les Français prennent la parole. Mieux se déplacer, faire face aux effets du changement climatique ou encore entreprendre à l'heure de l'IA, six Français prennent la parole et interrogent Alain Grizaud sur le rôle des travaux publics dans leur quotidien.



Redouane, 36 ans
Commercial terrain en région parisienne

LES TRANSPORTS ME CAUSENT DE PLUS EN PLUS DE STRESS ET DE FATIGUE. EST-CE NORMAL QUE NOTRE QUOTIDIEN SOIT RYTHMÉ PAR CES CONTRAINTES ?

Alain Grizaud : Non, les transports ne doivent pas dicter nos vies, mais devraient les faciliter. 43 % des Français estiment que les transports sont responsables de dépression et de troubles du sommeil. Nous devons changer ça. Cela passe d'abord par l'entretien de l'existant : des routes praticables, des ponts sécurisés, des trains ponctuels, des bus fiables. Mais il faut aller plus loin en proposant une offre nouvelle : plus fluide, plus sobre et mieux connectée. Les infrastructures ne sont pas une dépense accessoire : investir pour les rendre plus efficaces, c'est bien le minimum que l'on doit exiger.

Olga, 46 ans
Infirmière libérale dans le Pas-de-Calais

JE REDOUTE CHAQUE ORAGE VIOLENT. LES INONDATIONS, LES CRUES, LES LOGEMENTS DÉVASTÉS, EST-CE UNE FATALITÉ OU PEUT-ON TROUVER DES SOLUTIONS ?

A.G. : Je comprends votre peur, parce que je la connais bien. Je viens du Tarn-et-Garonne, un département souvent touché par les inondations. J'ai vu des familles être réveillées en pleine nuit par l'eau qui envahit leur maison. C'est une réalité que nul ne devrait subir. La réponse, c'est l'adaptation obligatoire de nos infrastructures. C'est indispensable pour vous protéger, vous et vos biens. Il faut agir vite : chaque épisode climatique vient rappeler que nos infrastructures sont la première défense des Français.

Nadia, 51 ans
Fondatrice d'une start-up appliquée à la santé à Lyon

AVEC L'IA ET LE NUMÉRIQUE, MON ENTREPRISE CONSOMMERA TOUJOURS PLUS D'ÉNERGIES. EST-CE QUE LA FRANCE EST PRÊTE À RELEVER CE DÉFI ?

A.G. : L'avenir sera numérique, et l'intelligence artificielle accélère ce mouvement. C'est particulièrement le cas dans votre domaine d'activité, la santé. Mais sans énergies décarbonées, sans réseaux électriques fiables et sans infrastructures digitales performantes, nous prenons un retard irréversible. La compétitivité des entreprises françaises et leur capacité à innover, à produire et à exporter dépendent directement de ces choix. C'est pourquoi nous devons mieux anticiper, en sécurisant nos approvisionnements et en investissant dans des réseaux intelligents, garants de notre souveraineté énergétique.



Jean-Pierre, 66 ans
Maire d'une commune rurale en Mayenne

ENTRE RÉPARER L'ÉCOLE OU REFAIRE LA ROUTE, AUJOURD'HUI, JE DOIS CHOISIR, CAR MON BUDGET NE SUFFIT PLUS. COMMENT SORTIR DE CE CERCLE VICIEUX ?

A.G. : Vous n'êtes pas seul face à ces choix cornéliens. Aucun maire ne devrait avoir à choisir entre des routes sécurisées et des écoles accueillantes pour nos enfants. Si vous y êtes contraint aujourd'hui, c'est parce que l'investissement local est trop souvent considéré comme une variable d'ajustement budgétaire par nos gouvernants. La FNTF le dit clairement : nous refusons cette logique. L'investissement local doit être sanctuarisé ! La force de notre pays, c'est aussi l'alliance entre l'engagement des élus de terrain et le savoir-faire des entreprises de travaux publics. Ensemble, nous savons bâtir des solutions, mutualiser, planifier et sécuriser des financements durables.

Simone, 77 ans
Retraitée dans le Cantal

DANS MON VILLAGE, IL N'Y A PLUS DE MÉDECIN DEPUIS TROIS ANS, LE BUS PASSE RAREMENT ET L'ÉTAT DES ROUTES SE DÉGRADE. COMMENT INVERSER CETTE TENDANCE ?

A.G. : Vous décrivez ce que j'appelle la « France des moins » : moins de services publics, moins de commerces de proximité, moins d'infrastructures, moins d'accès aux soins, à l'éducation et à la formation. Ce sentiment d'abandon est insupportable et menace la cohésion nationale. Chaque pont rénové, chaque route entretenue, chaque fibre posée, c'est un pas vers une France réconciliée. Avec une volonté politique forte et, j'ose le dire, un peu de courage quand il s'agit de voter chaque année le budget de notre pays, la « France des moins » peut devenir la « France des liens », et c'est notre devoir collectif.

Vincent, 21 ans
Étudiant en faculté de médecine à Strasbourg

JE VEUX AGIR À MON NIVEAU POUR PRÉSERVER LA PLANÈTE, NOTAMMENT QUAND JE ME DÉPLACE. QUELLES SOLUTIONS CONCRÈTES LES TRAVAUX PUBLICS METTENT-ILS EN ŒUVRE ?

A.G. : Votre engagement compte et notre rôle collectif est de vous donner les moyens de passer à l'action. Les travaux publics, c'est bien plus que construire des routes : c'est ouvrir la voie à de nouvelles mobilités. Quand on aménage une piste cyclable sécurisée, quand on installe des bornes de recharge électriques accessibles, on change concrètement votre quotidien et celui de milliers d'usagers. La transition, ce n'est pas demain, c'est maintenant : un chantier à construire ensemble, jour après jour.

ALAIN GRIZAUD
Président de la FNTF



DONNER LA PAROLE AUX CITOYENS

L'enquête de l'Institut Terram expliquée. Les infrastructures constituent la base matérielle de la vie collective. Pourtant, elles n'occupent quasiment pas de place dans l'espace du débat public ou n'apparaissent que lors d'accidents ou de crises. L'enquête Terram leur rend justice.

DES INFRASTRUCTURES INVISIBLES

Les données confirment cette invisibilité dans la conscience collective : 62 % des habitants en zone rurale et 59 % en zone urbaine se disent mal informés sur l'état et l'entretien des réseaux de leur commune. Même dans les grandes villes, où la communication municipale est plus développée, près de six habitants sur dix jugent l'information insuffisante.

Les infrastructures apparaissent aux citoyens principalement à travers des expériences vécues, souvent imposées par le quotidien — qu'elles soient positives ou, plus fréquemment, négatives.

DES DEMANDES D'ARBITRAGES POLITIQUES ET BUDGÉTAIRES PLUS CLAIRES

Les citoyens vivent les infrastructures sans connaître leur état, sans en comprendre les arbitrages politiques, ni maîtriser la répartition des budgets qui leur sont alloués. Cette opacité peut nourrir un sentiment d'injustice et d'incompréhension.

Lorsqu'une collectivité inaugure un projet visible, comme une place publique réaménagée, alors que les réseaux de base sont dégradés, une majorité de Français jugent que c'est un arbitrage incompréhensible. L'investissement visible est valorisé symboliquement et politiquement, mais les infrastructures enterrées sont considérées comme plus essentielles.

L'enjeu est d'autant plus important que les habitants associent désormais une forte dimension écologique aux infrastructures. Ils identifient particulièrement les réseaux d'eau et d'énergies comme des leviers essentiels pour adapter leur commune au changement climatique.



©iStock

DÉCRYPTAGE L'INSTITUT TERRAM

Cet institut de recherche et d'études indépendant est spécialisé dans l'analyse des opinions et des comportements sociétaux. Il conçoit des dispositifs d'enquête scientifique destinés à éclairer les politiques publiques des territoires.

Pour ce rapport, Terram a construit le protocole d'enquête et conduit l'analyse des données. Le questionnaire a été administré par l'institut de sondage *OpinionWay*. Son approche garantit la neutralité méthodologique et offre une lecture experte des résultats.

44 % des citoyens jugent que les infrastructures constituent un sujet essentiel, véritable fondation du bon fonctionnement de la commune. La même proportion estime qu'il s'agit d'un thème « utile », mais trop technique ou discret pour s'imposer au cœur d'une campagne.

COMMENT L'ENQUÊTE A-T-ELLE ÉTÉ MENÉE ?

+3 000

Français interrogés en septembre 2025

DES THÉMATIQUES CLÉS



Rapport aux infrastructures du quotidien



Visibilité, usage et utilité des infrastructures au quotidien



Coût, arbitrage et équité des infrastructures



Infrastructures, transition écologique et résilience



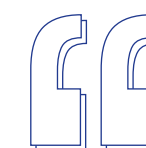
Information, démocratie locale et citoyenneté



Élections municipales et visibilité des infrastructures



LE MOT DE TERRAM



Les infrastructures du quotidien ne sont pas de simples dispositifs techniques. Elles dessinent la géographie concrète de la vie collective : routes qui relient, réseaux qui irriguent, ouvrages qui protègent. Leur état dit quelque chose du contrat social entre les habitants et les collectivités, de la capacité d'un territoire à résister face aux chocs climatiques, économiques ou sociaux. L'enquête révèle que les infrastructures sont à la fois centrales et oubliées : centrales dans l'expérience vécue, dans les attentes de protection et de continuité ; oubliées dans le récit public et les hiérarchies politiques. Cette tension nourrit une fracture démocratique. Les citoyens constatent les dégradations, perçoivent les manques, doutent des moyens, mais ne trouvent pas d'espace politique où ces réalités peuvent être pleinement débattues.

Rendre visibles les infrastructures invisibles, c'est redonner à la politique sa matérialité. C'est faire de la transition écologique non plus un horizon abstrait, mais une réalité vécue, inscrite dans les réseaux, les canalisations, les routes. Dans tout ce qui soutient, silencieusement, la vie quotidienne de chacun.

VICTOR DELAGE
Fondateur et Directeur général de l'Institut Terram

LES INFRASTRUCTURES, PILIERS DU BIEN-VIVRE

Les infrastructures facilitent notre quotidien, souvent sans que nous en ayons conscience. Elles permettent de se déplacer, d'accéder aux services essentiels et de profiter d'un cadre de vie de qualité. Routes, réseaux ferrés, espaces publics, transports urbains, réseaux d'eau, d'énergies et du numérique : à travers ces équipements, les entreprises de travaux publics participent à l'attractivité de tous les territoires, et favorisent notre bien-vivre ensemble.

EN CHIFFRES

81%

DES FRANÇAIS JUGENT LES GRANDS PROJETS UTILES POUR L'ÉCONOMIE ET LE PAYS

Source : CorioLink-Odoxa

61%

DES FRANÇAIS SE SENTENT MAL INFORMÉS SUR L'ÉTAT ET L'ENTRETIEN DES RÉSEAUX LOCAUX

Source : Rapport Terram

43%

DES FRANÇAIS ASSOCIENT LES TRANSPORTS AU STRESS OU À DES TROUBLES PSYCHIQUES

Source : Terram-Alliance

77%

DES FRANÇAIS ESTIMENT QUE LEUR MAIRE N'AGIT PAS ASSEZ CONTRE LE DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE

Source : ICI-Odoxa



ENJEUX ET SOLUTIONS

LES MOBILITÉS DU QUOTIDIEN : UN DROIT POUR TOUS

Se déplacer ne devrait jamais être un privilège, c'est un droit fondamental. Rejoindre son travail en toute sécurité, accéder rapidement aux soins, utiliser le mode de transport de son choix pour étudier ou voyager devrait être accessible à chaque citoyen où qu'il réside. Pourtant, des difficultés persistent : routes dégradées, transports collectifs insuffisants, absence de solutions en zones rurales. Près d'un habitant sur cinq n'a pas accès à un transport collectif à moins de dix minutes de chez lui, symptôme d'un pays frappé par l'inégalité des chances territoriales. Les jeunes sont les premiers à subir cette inégalité : 76 % des 18-25 ans ont déjà renoncé à une formation ou à un emploi faute de transport. Investir dans les mobilités, c'est ouvrir des perspectives et donner à chacun les moyens de construire son avenir.

EAU, ÉNERGIES, NUMÉRIQUE : L'ÉGALITÉ D'ACCÈS, UN ENJEU DE COHÉSION SOCIALE

La fracture territoriale ne se joue pas seulement sur le terrain des transports : elle s'exprime aussi dans l'accès à l'eau, à l'énergie ou au numérique. Dans certaines communes, un réseau vétuste provoque des coupures à répétition ; ailleurs, l'absence de fibre limite le développement économique et l'accès aux services publics. Les écarts sont flagrants : certaines communes perdent plus de la moitié de l'eau transportée dans les canalisations, quand d'autres atteignent un taux de 98 % de rendement. Ces inégalités nourrissent un sentiment d'abandon. Réduire ces fractures, c'est donner à chaque territoire des leviers économiques et permettre à tous citoyens de trouver sa place dans la vie collective.

76 %

DES 18-25 ANS ONT DÉJÀ RENONCÉ
À UNE FORMATION OU À UN EMPLOI
FAUTE DE TRANSPORT

Source : Fondation des Apprentis d'Auteuil

1 SUR 2

CITADIN N'A PAS
ACCÈS À UN ESPACE
VERT À MOINS
DE CINQ MINUTES
DE SON DOMICILE

Source : INSEE



ESPACES PUBLICS : LES ALLIÉS DE LA QUALITÉ DE VIE

L'aménagement d'un espace public n'est jamais sans conséquence : il peut isoler ou, au contraire, rassembler, éloigner aussi bien qu'il fédère. Au cœur d'une métropole comme dans un village de campagne, une place rénovée, une cour d'école végétalisée ou un square réaménagé transforment la vie des habitants. Aujourd'hui, un citoyen sur deux n'a pas accès à un espace vert à moins de cinq minutes de son domicile, alors que la demande de nature en ville ne cesse de croître. Végétalisation, renaturation, désimperméabilisation des sols : derrière ces aménagements, les travaux publics créent du lien social, réduisent les îlots de chaleur et redonnent de l'attractivité aux centres-villes. Améliorer l'espace public, c'est améliorer la qualité de vie pour tous.

L'AVIS DES FRANÇAIS

Depuis que le quartier s'est transformé, j'ai redécouvert le plaisir de sortir. Il y a de l'ombre, des bancs, de la verdure. Le soir, je viens avec ma fille jouer au ballon ou simplement profiter de la fraîcheur des arbres. Avant, on rentrait vite chez nous. Aujourd'hui, on prend le temps de vivre dehors. Ça change tout.

THOMAS
Père de famille à Montpellier



VICTOIRES DE L'INVESTISSEMENT LOCAL PRIX CADRE DE VIE

Promenade de Reculée, dans le cadre du programme « Rives Vivantes » à Angers, dans le Maine-et-Loire. (Région Pays de la Loire)

Intégrant piste cyclable, chemin piéton et végétalisation.

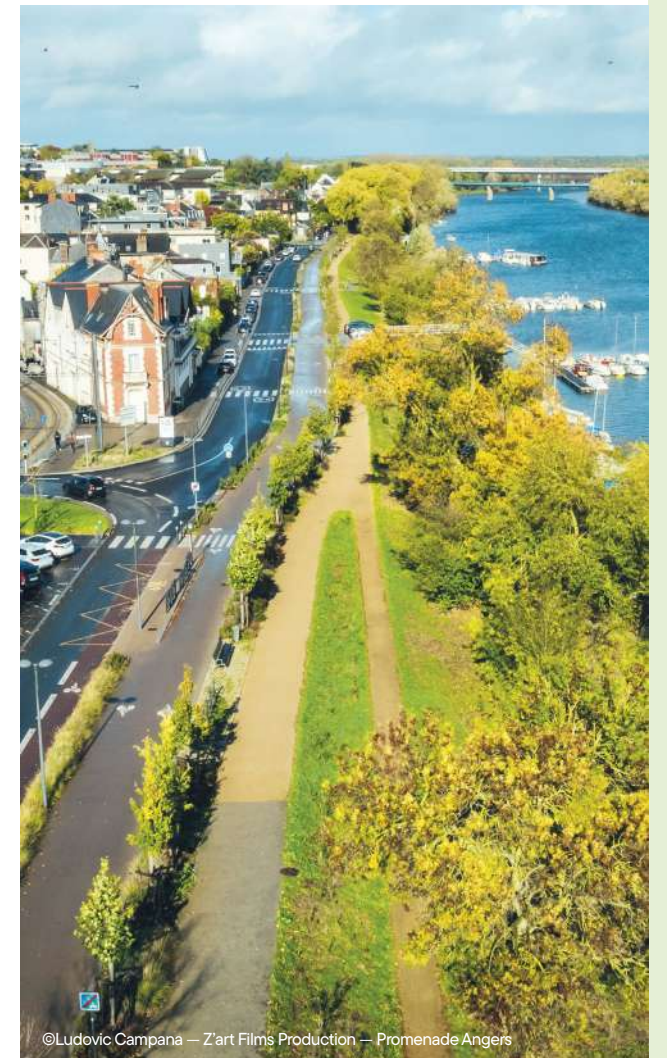
300 arbres plantés

4 400 mètres carrés renaturés

-10 tonnes de CO₂/an

+880 000 kilomètres parcourus à pied ou à vélo

Chaque euro investi génère 3,70 euros de valeur collective



©Ludovic Campana — Z'art Films Production — Promenade Angers

DES PROJETS CONCRETS



68 %

DES FRANÇAIS SOUHAITENT D'AVANTAGE D'INVESTISSEMENTS POUR LE VÉLO

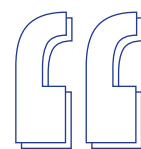
Source : Institut Cluster



MOBILITÉS

DONNER CONFIANCE AUX USAGERS DANS LEURS DÉPLACEMENTS

74 % des Français estiment que faire du vélo reste moins sûr que les autres modes de transport. Ce chiffre résume à lui seul les freins au développement des mobilités douces. Pourtant, l'envie est là : 68 % des Français souhaitent davantage d'investissements en faveur du vélo. Réaménager un ancien axe routier en voie douce, c'est ainsi répondre à une attente forte. Pistes cyclables séparées, trottoirs élargis, éclairage intelligent : ces aménagements rendent les trajets plus sûrs et accessibles, pour une famille sur le trajet de l'école comme pour un salarié rejoignant son lieu de travail. Au-delà de l'aspect technique, c'est un changement culturel : redonner confiance aux Français dans leurs déplacements quotidiens.



L'AVIS DES FRANÇAIS

Le pôle multimodal a changé ma routine. Je pars à vélo, je le gare à l'abri et je saute dans le car. Plus de perte de temps, plus d'aléas. Avant, c'était galère, entre les embouteillages et les parkings pleins. Aujourd'hui, je suis à l'heure, détendu, et j'ai retrouvé le plaisir de bouger un peu chaque jour.

MATHIEU
Technicien en logistique à Angers

MOBILITÉS

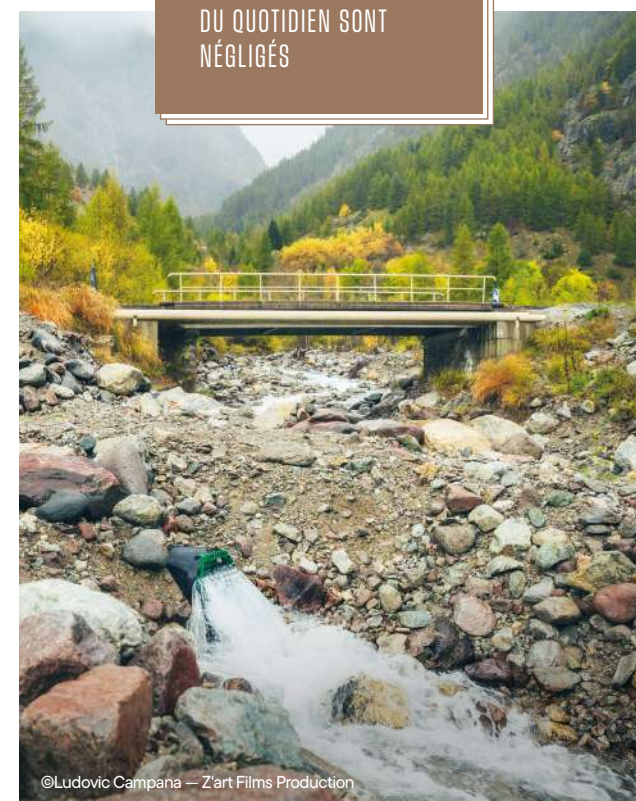
SUPPRIMER LES ZONES BLANCHES DE LA MOBILITÉ

Stationner son vélo en toute sécurité à un arrêt de bus, marcher sur un chemin piéton bien éclairé et rejoindre rapidement une ligne de car ou de train, c'est cela, un pôle multimodal. Un lieu où les mobilités s'articulent pour simplifier la vie quotidienne. Ces infrastructures apportent une réponse directe au manque d'alternatives à la voiture, encore trop criant en France. Près de 20 % des habitants n'ont pas de transport collectif à moins de dix minutes de marche de leur domicile. En créant des hubs accessibles, équipés et conviviaux, les collectivités locales améliorent l'égalité d'accès aux services, réduisent la dépendance automobile et renforcent l'attractivité de leur territoire. Car une desserte efficace, c'est aussi un gage de compétitivité locale : emploi, commerce, éducation deviennent plus proches, plus accessibles et plus équitables.



29 %

DES FRANÇAIS ESTIMENT QUE LES RÉSEAUX ET LES INFRASTRUCTURES DU QUOTIDIEN SONT NÉGLIGÉS



©Ludovic Campana — Z'art Films Production

EAU

SÉCURISER L'APPROVISIONNEMENT EN EAU

Plus qu'une ressource, l'eau est un enjeu social : c'est un service vital que chaque commune doit pouvoir garantir à ses habitants. Mais face à l'augmentation des épisodes de sécheresse, à l'usure croissante des canalisations et à la nécessité de préserver la ressource en eau, la gestion de ces infrastructures devient un défi quotidien. Les élus en ont conscience : un maire sur quatre place les réseaux d'eau parmi ses trois priorités d'aménagement. Pour sécuriser l'accès à l'eau, il est nécessaire d'investir dans des réseaux modernisés, de diversifier les ressources et de mieux anticiper les crises.

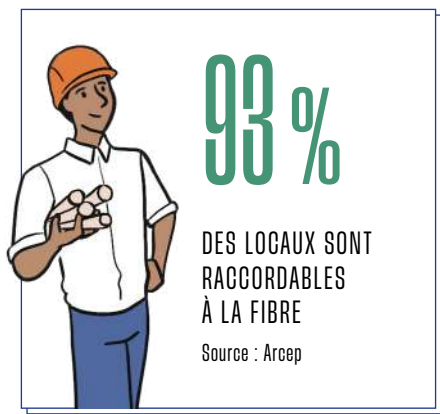


ZOOM SUR SÉCURISATION DE L'EAU POTABLE À TENCE ET À MONTREGARD (HAUTE-LOIRE)

La création d'une interconnexion de 9 kilomètres et de deux réservoirs entre Tence et Montregard garantit l'accès à une ressource en eau stable pour 7 500 habitants. Ce projet mutualise la gestion de l'eau, prévient les crises hydriques et permet d'éviter jusqu'à 1,7 million d'euros de coûts de gestion sur 50 ans.



©NGE — Jean-Philippe Moulet



NUMÉRIQUE CONNECTER LES TERRITOIRES PAR LE NUMÉRIQUE

L'accès à un réseau numérique de qualité est devenu essentiel dans le quotidien des Français. C'est l'assurance de pouvoir télétravailler dans de bonnes conditions, d'accéder rapidement à la télémedecine, de pouvoir effectuer des démarches administratives en ligne ou encore de développer son entreprise sur le net. Grâce au Plan France Très Haut Débit, la France a connu une avancée spectaculaire : la couverture en fibre a doublé en cinq ans et atteint désormais 93 % des locaux raccordables. La priorité doit désormais se porter sur les communes les plus isolées, où le raccordement est plus complexe et coûteux. Les entreprises de travaux publics y jouent un rôle déterminant, en réalisant le « dernier kilomètre » que le marché seul ne peut assurer. Finaliser ce maillage permettra de mettre fin aux zones blanches et de garantir à chaque citoyen un accès équitable aux opportunités du numérique.

ESPACES PUBLICS REDYNAMISER UN CŒUR DE BOURG

28 % des Français placent la redynamisation du commerce local en tête de leurs attentes pour les élections municipales de 2026. Cette réalité est d'autant plus forte pour les habitants les plus éloignés des grandes métropoles. Chaque nouveau commerce qui s'installe est un levier d'attractivité pour les habitants comme pour les entreprises. Reconnecter les territoires est donc essentiel. Réaménager un centre-bourg, construire une déviation adaptée, requalifier les voiries et les espaces publics favorisent l'installation et le maintien des commerces.

+ ZOOM SUR REQUALIFICATION DU CŒUR DE BOURG DE FAGNIÈRES (MARNE)

À Fagnières, la requalification de la rue du Général Dautelle et de la place Paul Beaufort transforme le cœur de bourg avec 2 000 mètres carrés désimperméabilisés, 9 arbres plantés, éclairage LED et piste cyclable. L'opération améliore le cadre de vie, réduit les îlots de chaleur et génère 1,50 euro de valeur collective par euro investi.



©Ludovic Campana — Zart Films Production



©Vinci — Jean-Philippe Moulet

87 %

DES FRANÇAIS FERONT
DE LA TRANSITION
ÉNERGÉTIQUE
UN CRITÈRE DE VOTE
AUX MUNICIPALES 2026

Source : L'Observatoire Idex/
Villes de France/Ipsos

ÉNERGIES RETROUVER LA MAÎTRISE DE NOTRE ÉNERGIE

L'énergie est un enjeu de souveraineté d'autant plus important en raison des crises internationales. Pour chaque Français, il s'agit autant d'un sujet de pouvoir d'achat que de prise de conscience environnementale. Pour les entreprises, c'est un véritable enjeu de développement économique. En plein renouveau, la filière nucléaire voit émerger, au cœur des territoires, une multitude de projets porteurs depuis plusieurs années : centrales solaires en autoconsommation, microréseaux, boucles locales.

Ces réalisations valorisent l'espace public, soutiennent la transition écologique et renforcent l'attractivité des communes. 84 % des Français ont une image positive des énergies renouvelables, 68 % souhaitent accélérer leur déploiement sur leur territoire et près de deux tiers des élus locaux souhaitent accueillir davantage d'installations, mais appellent à un meilleur accompagnement de l'État. Pour les habitants, investir dans les infrastructures énergétiques amène à garantir une énergie plus stable, durable, et produite au plus près de leurs besoins.

LES INFRASTRUCTURES, UN LEVIER DE CONFIANCE

La confiance des Français dans l'avenir repose sur la capacité des infrastructures à s'adapter aux défis du réchauffement climatique et aux nouveaux usages. Investir aujourd'hui pour des infrastructures plus durables permet d'anticiper des chocs climatiques à venir et de développer l'attractivité des territoires.

EN CHIFFRES

70 %

DES FRANÇAIS ONT RENCONTRÉ AU MOINS UN PROBLÈME D'INFRASTRUCTURE DANS LEUR COMMUNE AU COURS DES 12 DERNIERS MOIS

Source : Rapport Terram

-11,4 points de PIB

D'ICI 2050 SI LES POLITIQUES CLIMATIQUES RESTENT AU NIVEAU ACTUEL

Source : Cour des comptes

16,3 milliards d'euros

SUPPLÉMENTAIRES PAR AN SERAIENT NÉCESSAIRES POUR ADAPTER LES INFRASTRUCTURES RELEVANT DES TRAVAUX PUBLICS

Source : I4CE

84 %

DES FRANÇAIS PERÇOIVENT POSITIVEMENT LES ÉNERGIES RENOUVELABLES TOUS HORIZONS CONFONDUS

Source : Fondation Jean-Jaurès





ENJEUX ET SOLUTIONS

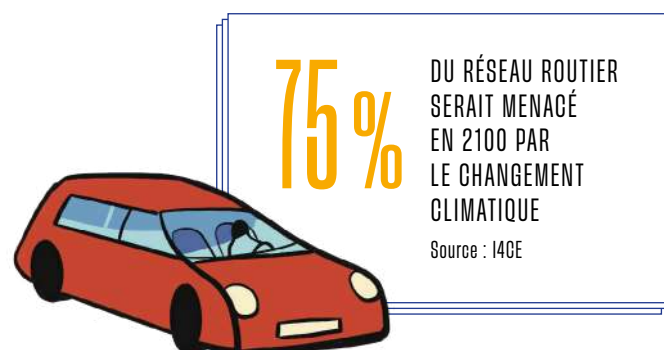
©Eiffage — Gaël Arnaud

ADAPTER L'INFRASTRUCTURE FACE AU CHOC CLIMATIQUE

Canicules, inondations, sécheresses : le changement climatique est une réalité qui fragilise nos territoires. Routes déformées par les fortes chaleurs, ponts fragilisés par les crues, digues mises à l'épreuve : un patrimoine construit il y a parfois plusieurs dizaines d'années doit résister à de nouvelles contraintes. Dans un scénario à +4 degrés en 2100, 75 % du réseau routier serait menacé. En ville, jusqu'à 20 % des surfaces sont touchées par les îlots de chaleur, mettant en danger la santé des habitants. Adapter, c'est anticiper : désimperméabiliser, renforcer, végétaliser. Chaque chantier préventif évite des coûts humains et économiques bien plus lourds.

LA COMPÉTITIVITÉ COMMENCE SOUS NOS PIEDS

La compétitivité future de la France se joue autant dans ses usines qu'à travers des infrastructures de qualité. Routes, ponts, digues, fibre et énergies locales conditionnent l'attractivité des territoires. Aujourd'hui, 37 % des entreprises pointent le manque de réseaux comme un frein à l'investissement et, à l'horizon 2050, l'inaction climatique mènerait à une perte de 11,4 points de PIB. Ne pas agir ou repousser les choix reviendrait à subir un décrochage économique durable, alors même que nos voisins européens et nos concurrents mondiaux renforcent leur compétitivité par des infrastructures fiables et modernisées.



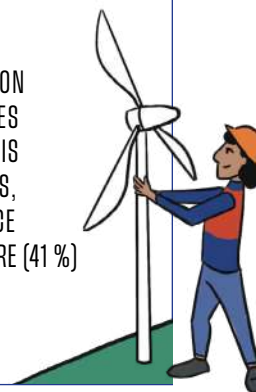
S'AFFRANCHIR DES DÉPENDANCES, CONSTRUIRE L'AVENIR ÉNERGÉTIQUE

Garantir l'indépendance énergétique, c'est penser au-delà de l'urgence et du court terme. Le mix français, porté par le nucléaire et les énergies renouvelables, doit être consolidé par une vision de long terme. Si les Français plébiscitent les énergies renouvelables à 84 % d'opinions positives (sondage Ifop réalisé pour Engie), ils reconnaissent aussi le rôle du nucléaire à 62 % d'opinions favorables. Ces attentes doivent guider les politiques publiques alors qu'ailleurs, la compétition s'accroît. La Chine construit près de dix réacteurs par an et a installé en une année plus d'énergies éoliennes et photovoltaïques que le cumul des autres pays du monde. Développer des infrastructures énergétiques locales et nationales renforce notre souveraineté.

15,8 %

DE LA CONSOMMATION
PRIMAIRE D'ÉNERGIES
PROVIENT DÉSORMAIS
DES RENEUVABLES,
DEVENUES 3^e SOURCE
DERRIÈRE LE NUCLEAIRE (41 %)

Source : SDES



VICTOIRES DE L'INVESTISSEMENT LOCAL GRAND PRIX

La découverte de la rivière
la Savasse à Romans-sur-Isère,
dans la Drôme
(Région Auvergne-Rhône-Alpes)

250 m de rivière remis à ciel ouvert
et 4 000 mètres carrés de berges
renaturés : le projet restaure la continuité
écologique, crée 0,5 hectare de zones
humides et réduit les risques
d'inondation.

3,7 tonnes de CO₂ captées/an

Moins 15 degrés en période chaude

1 euro investi génère **3 euros** de valeur
collective



L'AVIS DES FRANÇAIS

Quand ma facture d'électricité a doublé, j'ai dû revoir tout mon budget. On fait attention à tout, mais c'est frustrant de ne pas savoir ce qui va arriver. L'énergie, ce n'est pas un luxe, c'est vital. J'aimerais qu'on retrouve un peu de visibilité, qu'on investisse ici, pour que nos prix et nos ressources soient enfin maîtrisés.

AMANDINE

Mère de deux enfants et salariée
d'une épicerie à Limoges

SE DÉPLACER AUTREMENT POUR RÉDUIRE DURABLEMENT

Réduire les émissions de carbone exige de transformer nos déplacements. Les transports représentent encore près du tiers des émissions françaises de gaz à effet de serre et peinent à se réduire. Il faut repenser nos réseaux : développer les transports collectifs et encourager les mobilités décarbonées (électrification des véhicules, développement du vélo et de la marche). D'ici 2030, 100 000 kilomètres de pistes cyclables sont prévus, ainsi que 400 000 bornes de recharge pour véhicules électriques, contre 170 000 aujourd'hui.



©Ludovic Campana — Z'art Films Production
Découverte de la Savasse

DES PROJETS CONCRETS



©Ludovic Campana — Z'art Films Production — Barrage de Méjean

+4 degrés

DE DIFFÉRENCE
DE TEMPÉRATURE
ENTRE LES ZONES
URBAINES ET RURALES
Source : INSEE



VICTOIRES DE L'INVESTISSEMENT LOCAL PRIX RÉSILIENCE

La construction du barrage de Méjean et l'aménagement du chemin du Grand Bois, dans le Gard (Région Occitanie)

Construction d'un barrage écrêteur de crue de **52 000 mètres cubes** et aménagement hydraulique du chemin du Grand Bois. Le projet supprime les inondations récurrentes, protège **250 habitants** et **28 000 mètres carrés** de biens exposés.

4,6 millions d'euros de dégâts évités

Chaque euro investi génère **2,95 euros** de valeur collective

+ ZOOM SUR REQUALIFICATION DU COURS JEAN JAURÈS À PARAY-LE-MONIAL (SAÔNE-ET-LOIRE)

En redonnant place à la nature au cœur du centre historique, le cours Jean Jaurès devient un espace plus vert, plus frais et plus vivant : 60 arbres plantés, 1 400 mètres carrés désimperméabilisés, moins 3 degrés en été, des commerces revitalisés et un patrimoine valorisé.

ÉNERGIES VÉGÉTALISATION : UN BOUCLIER CLIMATIQUE POUR LES CITOYENS

Alors que les températures augmentent, les villes doivent redevenir respirables. Or, les écarts de température peuvent atteindre plus de 4 degrés entre zones urbaines et périurbaines. La moitié des citoyens n'ont pas aujourd'hui accès à un espace vert à moins de cinq minutes de leur domicile et 60 % ne disposent pas d'un espace de 0,5 hectare à moins de 300 mètres, un seuil recommandé par l'OMS. Végétaliser les rues, les cours d'école et les places publiques crée de véritables boucliers contre les canicules. En plus d'apporter de la fraîcheur, ces projets améliorent la qualité de l'air et rendent les territoires plus résilients face aux crises climatiques.

ÉNERGIES

DES RÉSEAUX DE CHALEUR AU SERVICE DU CONFORT COLLECTIF

Bois, géothermie, chaleur issue des industries et, désormais, des data centers — de plus en plus importante avec l'essor de l'IA : partout, les territoires recèlent de ressources capables de chauffer autrement. Déjà 66,5 % de l'énergie des réseaux de chaleur provient de ces sources renouvelables ou de récupération. Résultat : 30 TWh fournis chaque année, avec l'ambition d'atteindre 90 TWh d'ici 2035, soit l'équivalent du chauffage de 15 millions d'habitants. Développer ces réseaux offre aux habitants une chaleur stable, moins carbonée et ancrée dans les ressources de proximité, tout en renforçant la résilience collective.



©NGE

+ ZOOM SUR DÉCOUVERTURE DE LA RIVIÈRE LA CHËLERS À LONGWY (MEURTHE-ET-MOSELLE)

Sous un ancien parking, la rivière a retrouvé la lumière avec 164 mètres remis à ciel ouvert, 91 arbres plantés, des berges végétalisées et un nouveau parc au cœur de la ville. Le site revit : biodiversité restaurée, inondations maîtrisées et 1 euro investi crée 2,30 euros de valeur collective.



66,5 %

DE L'ÉNERGIE DES RÉSEAUX
DE CHALEUR PROVIENT DES
SOURCES RENOUVELABLES
OU DE RÉCUPÉRATION

Source : FEDENE



©Vinci — Jean-Philippe Moulet

ÉNERGIES

PHOTOVOLTAÏQUE : PRODUIRE SANS ARTIFICIALISER

Produire une énergie locale et décarbonée sans artificialiser de nouvelles terres est l'ambition des grands parcs photovoltaïques. Friches industrielles, anciennes carrières, agrivoltaïsme ou ombrières de parking : partout en France, ces espaces délaissés deviennent des lieux d'implantation d'électricité renouvelable. Fin 2024, la puissance installée atteignait 24,5 GW, soit plus d'un doublement en cinq ans. L'objectif est clair : passer de 75 à 100 GW d'ici 2035. Un effort qui suppose de déployer des parcs dans toutes les régions.

RÉSEAUX

ADAPTER LES RÉSEAUX, SÉCURISER L'INNOVATION

Nos réseaux électriques n'ont jamais été autant sous tension. L'essor des data centers, dopé par le développement des besoins générés par l'intelligence artificielle, annonce une consommation exponentielle : +165 % d'ici 2030 dans le monde. Dès 2027, ces besoins atteindraient 92 GW, avec une croissance de 20 % par an. Les réseaux électriques seront-ils capables de suivre ? Adapter les réseaux permet d'éviter les coupures pour les habitants, mais aussi de préserver la compétitivité des entreprises et l'innovation française. Des réseaux modernes qui peuvent transporter plus d'électricité sont essentiels pour que le numérique et l'IA puissent se développer sans compromettre la sécurité énergétique des habitants.



ZOOM SUR

PROJET DE CENTRALE SOLAIRE MARCEL CERDAN À POISSY (YVELINES)

La création d'une interconnexion de 9 kilomètres et de deux réservoirs entre Tence et Montregard garantit l'accès à une ressource en eau stable pour 7 500 habitants. Ce projet mutualise la gestion de l'eau, prévient les crises hydriques et permet d'éviter jusqu'à 1,7 million d'euros de coûts de gestion sur 50 ans.

STEP VÉGÉTALE DE CHAPELLE À SAINT-JOSEPH (MARTINIQUE)

La station d'épuration de Chapelle, équipée de filtres plantés d'héliconias, traite naturellement les eaux usées de 248 logements. Ce procédé divise par quatre la consommation d'énergies, évite 15 tonnes de CO₂/an et améliore la qualité de l'eau. Chaque euro investi génère 2,97 euros de valeur collective.



+165%

DE CONSOMMATION ÉLECTRIQUE
DES DATA CENTERS D'ICI 2030
DANS LE MONDE

Source : Goldman Sachs



©iStock



©Entreprise Charier

MOBILITÉS

LE VÉLO, UN LEVIER CLIMATIQUE SOUS-ESTIMÉ

La France doit changer de braquet en matière de politique cyclable. 64 % des cyclistes jugent en effet les conditions de circulation mauvaises et 74 % des Français considèrent le vélo comme dangereux. En conséquence, seuls 32 % l'utilisent, contre 45 % en moyenne en Europe.

Pourtant, la marche et le vélo pourraient, à eux seuls, réduire de 15 % les émissions locales de gaz à effet de serre. Les habitants l'ont compris : 68 % réclament des investissements massifs pour des aménagements cyclables plus sûrs.



L'AVIS DES FRANÇAIS

Quand j'ai acheté ma voiture électrique, c'était surtout pour aller travailler. À l'époque, il n'y avait presque pas de bornes. Petit à petit, le réseau s'est développé et, maintenant, on part même en vacances avec. C'est pratique, économique, mais il faut encore planifier : toutes les régions ne sont pas aussi bien équipées et les recharges prennent du temps.

NICOLAS

Chef d'équipe dans le bâtiment à Albi



©Vinci — Jacques Wisdorff

MOBILITÉS

SANS BORNES ÉLECTRIQUES, PAS DE MOBILITÉ DÉCARBONÉE

86 % des déplacements sont effectués en voiture, et la route restera à l'avenir le principal mode de transport pour les passagers comme pour les marchandises. Le retard dans le développement d'un réseau de recharge en énergies décarbonées alimente les inégalités d'accès à la mobilité bas carbone. Le passage à l'électrique est en cours, mais le réseau de recharge reste encore un maillon faible : 170 000 bornes de recharge existent dans l'espace public pour un objectif de 400 000 en 2030. Pour développer les usages, le réseau doit être fiable, de la grande métropole jusqu'aux zones les plus rurales.



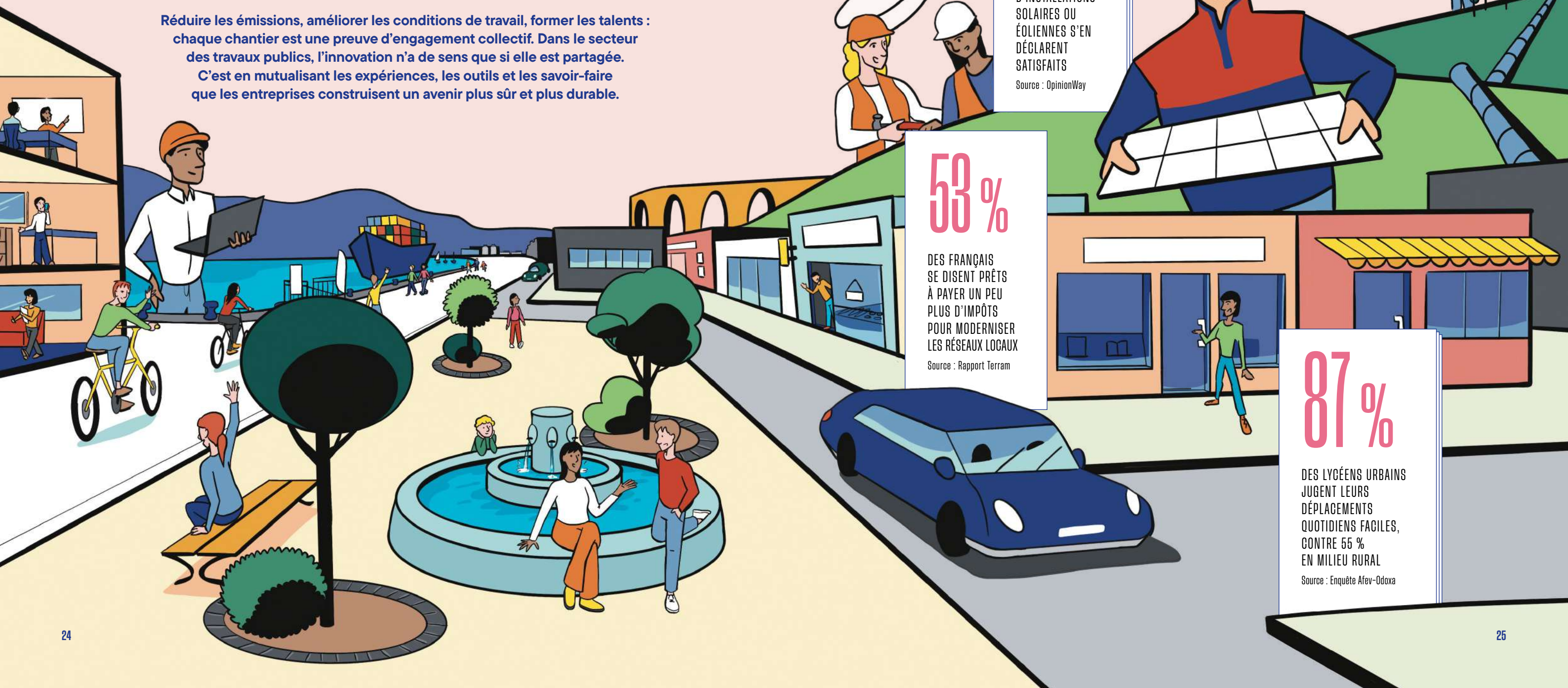
48%

DES FRANÇAIS JUGENT
PRIORITAIRE ET URGENT
D'ADAPTER LES RÉSEAUX
D'EAU, D'ÉNERGIES ET DE
TRANSPORT AU CLIMAT

FAIRE LA DIFFÉRENCE AVEC DES ENGAGEMENTS

COLLECTIFS

Réduire les émissions, améliorer les conditions de travail, former les talents : chaque chantier est une preuve d'engagement collectif. Dans le secteur des travaux publics, l'innovation n'a de sens que si elle est partagée. C'est en mutualisant les expériences, les outils et les savoir-faire que les entreprises construisent un avenir plus sûr et plus durable.



EN CHIFFRES

44 %

JUGENT ESSENTIEL
DE PARLER D'EAU,
DE RÉSEAUX
OU DE VOIRIE
EN CAMPAGNE
MUNICIPALE

Source : Rapport Terram

68 %

DES ÉLUS LOCAUX
DISPOSANT
D'INSTALLATIONS
SOLAIRES OU
ÉOLIENNES S'EN
DÉCLARENT
SATISFAITS

Source : OpinionWay

53 %

DES FRANÇAIS
SE DISENT PRÊTS
À PAYER UN PEU
PLUS D'IMPÔTS
POUR MODERNISER
LES RÉSEAUX LOCAUX

Source : Rapport Terram

87 %

DES LYCÉENS URBAINS
JUGENT LEURS
DÉPLACEMENTS
QUOTIDIENS FACILES,
CONTRE 55 %
EN MILIEU RURAL

Source : Enquête Afev-Odoxa



8 000 ENTREPRISES AU SERVICE DU QUOTIDIEN

Derrière chaque route entretenue ou réseau réparé, ce sont les entreprises et les collaborateurs qui engagent leur expertise. Plus de 8 000 entreprises et 331 000 collaborateurs maillent l'ensemble du territoire. Majoritairement de petite taille — 59 % comptent moins de dix salariés — elles incarnent un ancrage local précieux. Cette proximité garantit aux maîtres d'ouvrage des interventions rapides et adaptées aux réalités des territoires. Ces entreprises soutiennent aussi l'emploi non délocalisable et participent directement à la vitalité économique des communes.

GARANTIR LA CONTINUITÉ, RENFORCER LA CONFIANCE

Chaque infrastructure représente un enjeu pour le territoire. Lorsqu'un projet est suspendu, ce sont des mois d'études, des achats de matériel et des centaines d'emplois locaux qui sont mis en attente. Pour les entreprises de travaux publics, la sécurité juridique et la stabilité des décisions publiques conditionnent la visibilité de leur activité. Sans cette garantie, impossible d'investir dans l'innovation, de former ou de maintenir les savoir-faire.

8 000

ENTREPRISES MAILLENT
L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE

Source : FNTF



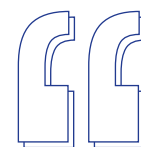
3 400

PROFESSIONNELS DES
TRAVAUX PUBLICS ONT
ÉTÉ DÉPÊCHÉS APRÈS
LA TEMPÊTE CIARÁN

Source : ENEDIS

QUAND L'URGENCE APPELLE, LES ENTREPRISES RÉPONDENT PRÉSENTES

Lorsque survient une crise, les habitants attendent des réponses rapides. Les entreprises de travaux publics sont souvent celles qui arrivent sur place les premières pour rétablir les services : sécuriser un pont, rouvrir une route, reconnecter un réseau. Leur ancrage local leur permet d'agir vite, avec des moyens adaptés. La tempête Ciarán, qui a frappé la Bretagne en novembre 2023, en a donné une illustration exemplaire. Face à des vents dépassant les 200 kilomètres par heure, plus de 3 400 professionnels venus de toutes les régions ont été dépêchés pour déblayer les routes, sécuriser les ouvrages et réparer les réseaux. En quelques jours, 90 % des foyers privés d'électricité ont été réalimentés, malgré des conditions météorologiques instables et un accès difficile aux zones sinistrées. Ces interventions rappellent combien les travaux publics constituent un filet de sécurité collectif.



L'AVIS DES FRANÇAIS

On a testé des enrobés bas carbone sur notre dernier chantier : moins d'énergies, moins de CO₂ et un rendu impeccable. Ce genre d'innovation, on n'y croyait pas il y a dix ans. Aujourd'hui, c'est concret, ça fait partie du métier.

JULIEN

Conducteur de travaux dans une PME de travaux publics en Haute-Garonne

CONSTRUIRE AUTREMENT, C'EST MAINTENANT

Construire autrement est devenu une réalité pour les entreprises de travaux publics. Les innovations se multiplient : matériaux recyclés, gestion intelligente des déchets, chantiers zéro carbone. Ces évolutions transforment en profondeur les pratiques du secteur. Par exemple, des enrobés bas carbone associés au réemploi et aux procédés tièdes permettent de réduire de 54 % les émissions de CO₂ par rapport aux techniques traditionnelles. Ces changements ouvrent la voie à des projets toujours plus sobres, mieux acceptés par les habitants et plus respectueux de l'environnement.



VICTOIRES DE L'INVESTISSEMENT LOCAL PRIX COHÉSION DES TERRITOIRES

La réalisation de la déviation
de Jargeau, dans le Loiret
(Région Centre-Val de Loire)

En contournant le centre-bourg et en franchissant la Loire par un nouveau pont, la déviation de Jargeau fluidifie le trafic et rend la ville plus sûre. Chaque jour, **16 000 véhicules** évitent le cœur urbain, le bruit recule, l'air s'éclaircit et les accidents diminuent.



©Ludovic Campana — Z'art Films Production
Déviation de Jargeau

DES PROJETS CONCRETS



95 %

DES MARCHÉS DES TRAVAUX PUBLICS COMPORTENT UNE CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

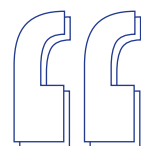
Source : FNTF-Vecteur Plus

DÉCARBONATION

LA COMMANDE PUBLIQUE, MOTEUR DE LA DÉCARBONATION

La commande publique constitue un levier puissant et stratégique face aux défis climatiques, en particulier pour décarboner la construction et l'usage des infrastructures. Les entreprises de travaux publics sont à un tournant décisif : à compter d'août 2026, tous les marchés publics devront prendre en compte des considérations environnementales dans les critères d'attribution et les conditions d'exécution.

Une étude FNTF-Vecteur Plus (2022-2024) montre que si 95 % des marchés publics intègrent au moins une clause environnementale, un tiers des acheteurs n'a pas encore recours à un critère environnemental. Par ailleurs, seuls 14 % des marchés sont ouverts aux variantes — un levier pourtant essentiel pour encourager l'innovation et les solutions bas carbone. Plus que jamais, la généralisation des variantes, portée par la FNTF, doit aboutir.



L'AVIS DES FRANÇAIS

J'étais franchement inquiet quand j'ai appris qu'il y aurait un chantier juste en bas de chez moi. Et puis j'ai été surpris : pas de camions à toute heure, des zones propres, même un suivi pour limiter le bruit. Et en fin de chantier, ils ont créé une zone végétalisée avec des plantes locales et un hôtel à insectes. C'est devenu un petit coin de nature en pleine ville.

YACINE

Habitant du 7^e arrondissement de Lyon

DÉCARBONATION

SEVE-TP, L'OUTIL DE RÉFÉRENCE POUR LES CHANTIERS BAS CARBONE RECONNU PAR L'ÉTAT

Pour réduire l'empreinte environnementale des chantiers, il faut des outils fiables d'évaluation et de comparaison. SEVE-TP, l'écocomparateur conçu par la FNTF, permet de mesurer l'impact environnemental d'un projet, de l'extraction des matériaux à la gestion des produits sortants. Gratuit et accessible à tous, il facilite la comparaison objective de plusieurs solutions techniques et favorise l'intégration de critères environnementaux dans les appels d'offres.

Son adoption s'accélère : 400 nouveaux inscrits chaque mois, soit deux fois plus qu'en 2023, et près de 500 projets modélisés mensuellement. SEVE-TP est désormais référencé sur la plateforme nationale des achats durables, à la suite d'un avis technique de l'IDRRIM, une reconnaissance qui conforte son rôle de standard de référence pour la commande publique.



EN SAVOIR PLUS SUR SEVE-TP.COM



©Agence Cimaya



56 %

DES FRANÇAIS SOUHAITENT UNE TRANSPARENCE TOTALE ET OUVERTE SUR L'ÉTAT DES RÉSEAUX

Source : Rapport Terram

INNOVATION

LE LAB ACCÉLÉRATEUR, CATALYSEUR D'INNOVATIONS DURABLES

Lancé en mars 2023 par la FNTF et Impulse Partners, le Lab Accélérateur d'Innovation est un programme d'open innovation, conçu pour répondre au défi majeur de la transition écologique vers un modèle durable de décarbonation et de digitalisation des chantiers. Véritable catalyseur de transformation durable, il fédère industriels, start-up et experts autour de thématiques clés telles que l'économie circulaire, la résilience des infrastructures, la gestion des données, l'intelligence artificielle, la gestion de l'eau. Depuis son lancement, dix rencontres ont permis d'identifier une trentaine de solutions innovantes, dont certaines ont déjà donné lieu à des projets concrets.

TECHNIQUE INSPECTER, SÉCURISER, PLANIFIER : LE CHANTIER VU DU CIEL

En quelques heures, un drone peut inspecter un ouvrage, établir un relevé topographique et contrôler l'avancement d'un chantier. Ce qui prenait plusieurs jours est désormais instantané, précis et sans danger pour les équipes.

Chaque vol réduit les risques, fiabilise la planification et limite le gaspillage de matériaux. Les données produites alimentent le BIM et servent au suivi environnemental. À la croisée de la sécurité, de la productivité et de la durabilité, les drones s'imposent comme un véritable levier pour construire et entretenir différemment.



©Vinci — Matthieu Engelen

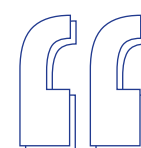


©iStock

FORMATION CANICULE : LA PRÉVENTION AVANT TOUT

Les travaux publics font partie des rares secteurs à avoir reconnu la canicule comme un risque indemnisable. En cas de vigilance orange ou rouge, un chantier peut être interrompu sans pénaliser les salariés, selon les règles propres au BTP.

À cette avancée s'ajoute un outil inédit : le rétroplanning de prévention, qui prépare chaque équipe dès l'automne sur les risques évalués, les installations adaptées, les EPI disponibles et les formations assurées. Résultat : des milliers de travailleurs mieux protégés quand la température atteint des sommets.



L'AVIS DES FRANÇAIS

J'ai commencé avec un CAP, en pensant surtout apprendre un métier manuel. Et puis j'ai découvert un univers bien plus large : capteurs, données, carbone, sécurité... Les travaux publics, ce n'est plus le cliché du chantier poussiéreux. On construit utile, on agit pour le climat.

LÉA

Cheffe de chantier en voirie à Lille

FORMATION UNE FILIÈRE EN MOUVEMENT, UNE OPPORTUNITÉ POUR LES JEUNES

Décarbonation, numérique, innovation : le secteur des travaux publics évolue vite et les métiers aussi. En dix ans, la part des cadres est passée de 15 à 20 %, preuve de la montée en puissance des fonctions de conception, de gestion et de coordination. Les entreprises recherchent désormais des profils hybrides, capables de manier le BIM, la gestion de données, mais aussi le pilotage de chantiers et l'expertise environnementale. Avec 29 % de salariés de plus de 50 ans et 21,7 % de moins de 30 ans, le sujet de l'attractivité devient central. C'est une opportunité pour attirer une nouvelle génération à tous niveaux de formation, du CAP à l'ingénieur, et pour débiter en ayant des opportunités et disposer de parcours qualifiants tout au long de sa carrière.



ZOOM SUR REQUALIFICATION DU SQUARE CHARLES DE GAULLE À VANVES (HAUTS-DE-SEINE)

Réaménagé pour les enfants, les familles et les riverains, le square Charles de Gaulle devient un espace apaisé, sécurisé et végétalisé. Avec 57 arbres, des jeux et une fontaine, il crée un environnement plus sain et attractif, propice à la détente et à la convivialité.

VÉGÉTALISATION DE LA COUR D'ÉCOLE DE PUY-LONCHARD À GISSÉ (VIENNE)

Transformée en oasis verte, la cour d'école de Puy-Lonchard offre un cadre plus frais et inclusif à 140 élèves. 19 arbres plantés, 1 100 mètres carrés engazonnés et une cuve de récupération d'eau de 30 mètres cubes permettent de réduire l'effet des épisodes de canicule et d'économiser la ressource.



VICTOIRES DE L'INVESTISSEMENT LOCAL PRIX MOBILITÉ DURABLE

Aménagement multimodal de la M351, dans le Bas-Rhin (Région Grand Est)

En fluidifiant la circulation et en créant une voie dédiée aux bus, la M351 change le quotidien des voyageurs entre Strasbourg et l'ouest de la Métropole.

6 500 usagers gagnent du temps chaque jour

400 tonnes de CO₂ sont évitées chaque année

Chaque euro investi rapporte **2,17 euros** à la collectivité.

21,7 %

DES SALARIÉS
DES TRAVAUX PUBLICS
ONT MOINS DE 30 ANS

Source : SNETP



TRAÇONS LA VOIE VERS 2026

Le climat change, nos territoires aussi. Face à la multiplication des phénomènes extrêmes, les habitants attendent des réponses tangibles pour protéger leur cadre de vie.

Les entreprises de travaux publics sont au rendez-vous : elles préviennent les risques, rénovent les réseaux, restaurent les sols et transforment les villes. À l'horizon des élections municipales de 2026, un cap s'impose : investir dès aujourd'hui dans des infrastructures durables, sobres et adaptées aux réalités locales. Ensemble, traçons la voie vers 2026 : celle d'une transition concrète, territoriale et partagée.



TRANSITION ÉCOLOGIQUE

ELLE SE CONSTRUIT SUR LE TERRAIN

Nous faisons de chaque chantier un levier de transition. Réemploi, économie circulaire, solutions fondées sur la nature : nos infrastructures préparent la France à affronter les défis climatiques et à construire un modèle durable, sobre et résilient.



COHÉSION TERRITORIALE

RELIER, ÉQUILIBRER, RAPPROCHER

Routes, réseaux, énergies, numérique : partout, les entreprises de travaux publics assurent l'égalité d'accès aux services essentiels et renforcent le lien entre les territoires urbains, périurbains et ruraux.



INNOVATION

ANTICIPER, EXPÉRIMENTER, TRANSFORMER

Innover, c'est transformer notre façon de construire. Grâce à la data, aux matériaux bas carbone et à la digitalisation des chantiers, nous faisons évoluer nos pratiques pour des infrastructures plus intelligentes, plus sûres et plus durables.



EMPLOI & FORMATION

INVESTIR DANS L'HUMAIN POUR DURER

La force de nos entreprises, c'est l'humain. 331 000 femmes et hommes bâtissent, entretiennent et innovent au quotidien. Nous investissons dans la formation, la transmission et l'attractivité des métiers pour préparer la relève et accompagner les transitions.

FOCUS MÉMENTO

Les élections municipales de 2026 sont l'occasion d'affirmer un cap : celui de territoires plus résilients et plus durables. Ce document s'adresse aux candidats et aux élus locaux qui souhaitent agir concrètement face au changement climatique, en s'appuyant sur des solutions déjà mises en œuvre partout en France.

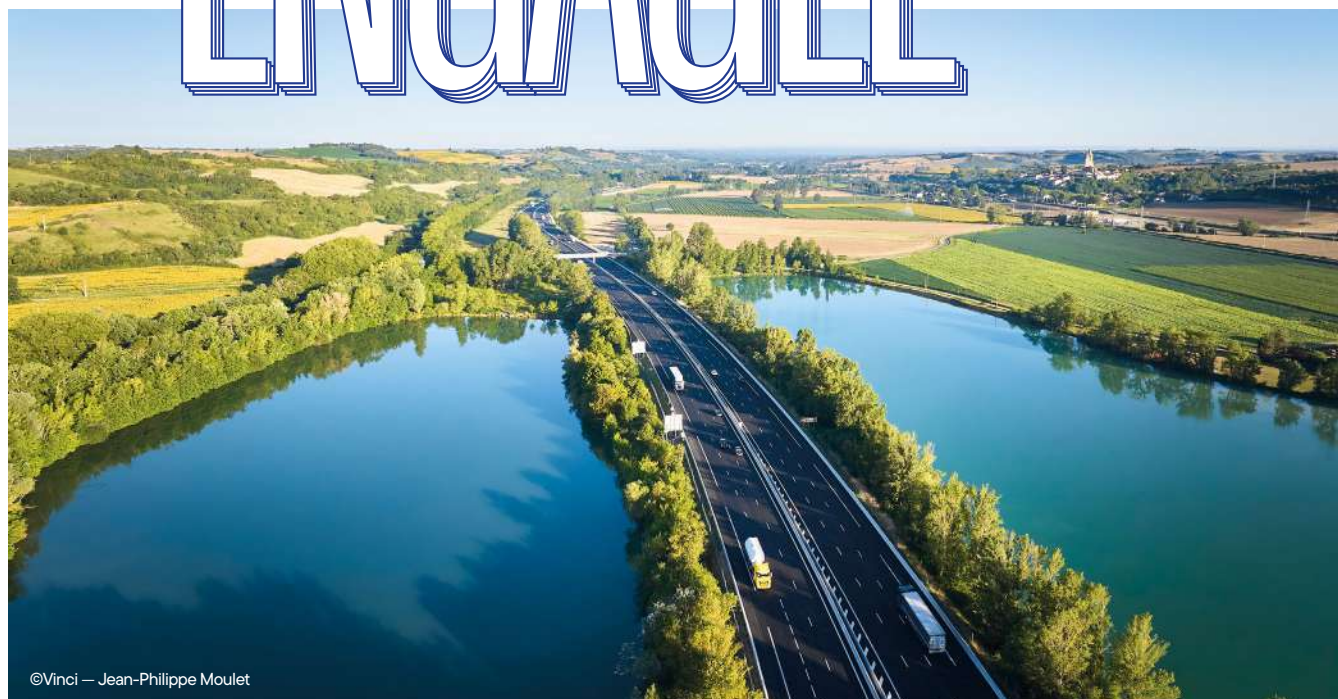


**LIRE LE MÉMENTO
SUR NOTRE SITE**



LA FNTF, UNE FÉDÉRATION

ENGAGÉE



La Fédération Nationale des Travaux Publics (FNTF) rassemble et soutient les entreprises du secteur. Ancrée dans les territoires, à travers 17 fédérations régionales et 16 syndicats de spécialités, la FNTF agit pour anticiper les transitions, encourager l'innovation et accompagner chaque entreprise face aux défis climatiques et économiques.

ACCOMPAGNER LES ENTREPRISES

Être aux côtés de ses entreprises adhérentes, c'est le cœur de la mission de la FNTF. Elle décrypte les règles, anticipe les évolutions, soutient l'innovation et la performance environnementale. Du conseil juridique à l'aide au développement, elle informe les entreprises et leur donne les moyens d'agir et d'innover sur tous les terrains.

1 000

INGÉNIEURS FORMÉS
À L'ÉCOCONCEPTION
D'ICI 2026 GRÂCE
À SEVE-TP ET TP.DEMAIN

Source : FNTF



FORMER LES TALENTS

Les entreprises de travaux publics ont besoin d'esprits curieux, d'ingénieurs, de bâtisseurs. La FNTF s'engage à révéler ces talents, à les former et à leur donner les clés des transitions à venir. Avec tp.demain, ses outils numériques et ses partenariats-écoles, elle renforce l'attractivité du secteur et accompagne la montée en compétences de toute une génération. L'école de formation tp.demain propose notamment, partout en France, des formations pratiques à l'utilisation de SEVE-TP destinées à l'ensemble des acteurs de la construction d'infrastructures – maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre et entreprises – pour favoriser la diffusion des bonnes pratiques d'écoconception.

INVESTIR POUR LES TERRITOIRES

Routes, réseaux, ouvrages d'art : derrière chaque projet, la FNTF défend une vision d'avenir pour les territoires. Elle milite pour un effort d'investissement pérenne, capable de moderniser nos infrastructures, de soutenir les entreprises locales et de protéger les habitants.

+331 000

EMPLOIS DANS
LES TRAVAUX PUBLICS

REPRÉSENTER ET FAIRE ENTENDRE LA PROFESSION

La FNTF est le porte-voix du secteur et un acteur reconnu du débat public. Elle défend les entreprises, éclaire les politiques publiques et valorise les réussites collectives pour que les entreprises de travaux publics soient pleinement reconnus : celles et ceux qui construisent, protègent et relient la France au quotidien.

LES TRAVAUX PUBLICS EN CHIFFRES

8 000 entreprises dans les travaux publics

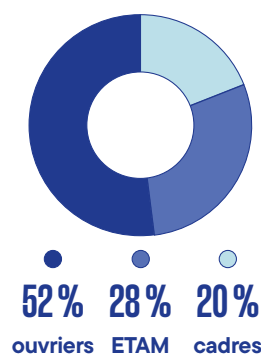
2/3 de l'activité émane de la commande publique

307 000 salariés permanents

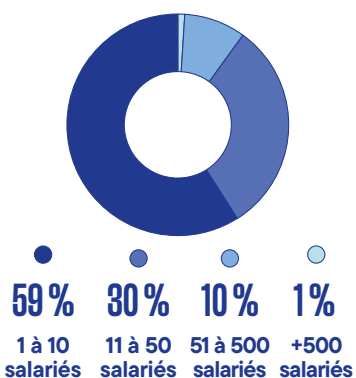
331 000 effectifs (y compris intérim)

42 % provient directement des collectivités locales

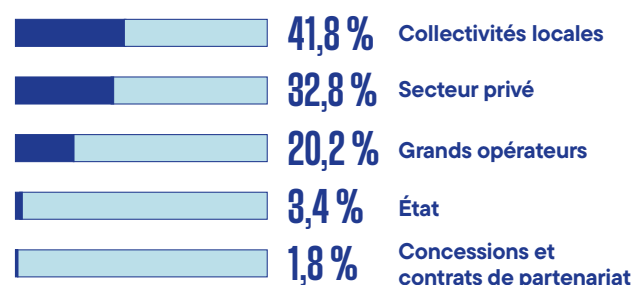
Emploi



Répartition des entreprises de travaux publics par taille



L'activité du secteur par type de clients



Une diversité d'ouvrages



17,3 Mds€
Travaux routiers



9,3 Mds€
Terrassements



8,5 Mds€
Adduction d'eau, assainissement, autres canalisations et installations



7,2 Mds€
Travaux électriques



3,8 Mds€
Ouvrages d'art et équipements industriels



2 Mds€
Voies ferrées



1,5 Md€
Fondations spéciales, sondages et forages



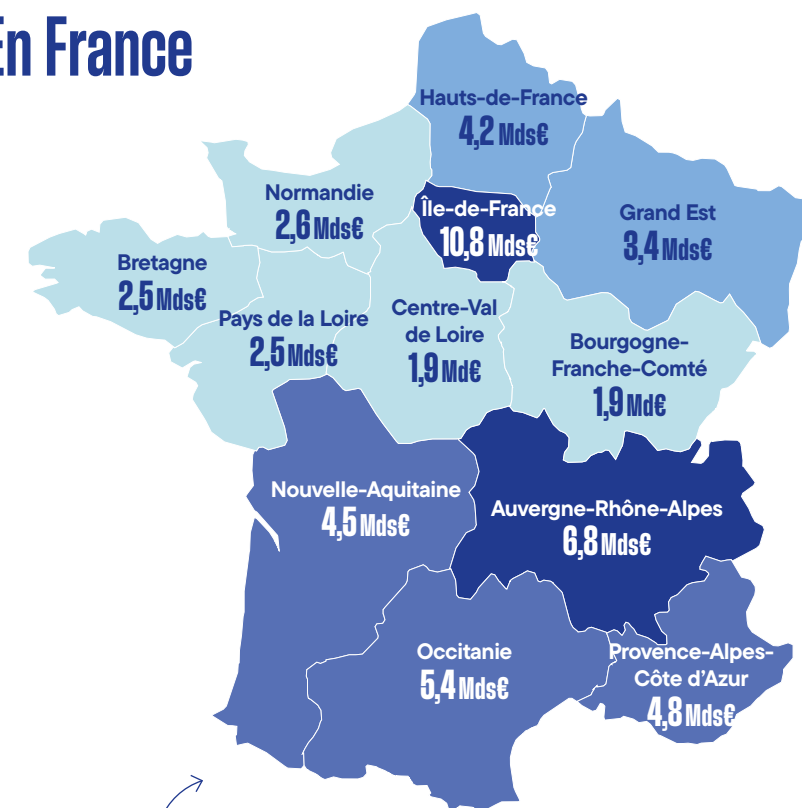
1,2 Md€
Travaux souterrains



0,5 Md€
Travaux en site maritime ou fluvial

L'ACTIVITÉ DU SECTEUR

En France



51,3 Mds€

Chiffre d'affaires en France en 2024

Dans le monde



33,4 Mds€
Énergies



11,9 Mds€
Génie civil, fondations et travaux souterrains



2,1 Mds€
Environnement et eau



19,3 Mds€
Infrastructures de transport (routes, voies ferrées et aéroports)

66,7 Mds€

Chiffre d'affaires dans le reste du monde en 2024, soit 56 % de l'activité totale*

* Syndicat des Entrepreneurs Français Internationaux (SEFI).

L'ACTU DE LA FNTF

La Fédération Nationale des Travaux Publics représente les entreprises des travaux publics de toutes tailles, spécialités ou régions.



LA FNTF À VOS CÔTÉS, EN LIGNE COMME SUR LE TERRAIN

Le site **fntp.fr** est le point d'accès privilégié des professionnels des travaux publics à toute l'information utile pour leur activité. Actualités sectorielles, fiches pratiques, outils et logiciels métiers : en quelques clics, accédez à des contenus fiables, actualisés et pensés pour vous accompagner au quotidien. Entièrement personnalisable, le site permet de recevoir des alertes sur plus de 12 thématiques. Les adhérents disposent, en plus, d'un espace personnel donnant accès à une mine de ressources exclusives et mises à jour en continu.



LA FNTF SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

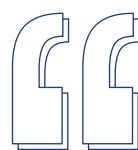
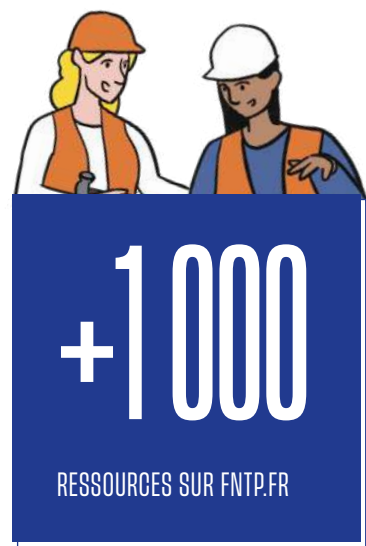
La FNTF, son Président, les FRTP et les syndicats de spécialités sont présents sur LinkedIn.

La FNTF est aussi présente sur d'autres réseaux : X, Instagram, ainsi que sur sa chaîne YouTube.



BIENVENUE À GUSTAVE

Gustave, notre nouvel assistant IA, a rejoint la FNTF en juillet 2025 ! Disponible sur **fntp.fr**, il aide à trouver rapidement les informations dont les entreprises ont besoin. Entièrement formé sur les contenus du site, il apprend chaque jour à mieux accompagner. Rendez-vous sur **fntp.fr** pour le rencontrer !



Dès que j'ai une question sur les dernières normes dans les travaux publics ou besoin d'un formulaire ou d'un courrier type dans le cadre d'un marché public, je me rends sur le site de la FNTF. Si je ne trouve pas, je peux contacter facilement un expert de la FNTF, et même maintenant poser ma demande à Gustave, le nouvel assistant IA du site !

Louis
Directeur d'une PME à Poitiers.

+2 000

CONVERSATIONS
ENGAGÉES PAR
GUSTAVE LORS DE SES
TROIS PREMIERS MOIS

FÉDÉRATIONS RÉGIONALES

AUVERGNE- RHÔNE-ALPES

**FRTP Auvergne-
Rhône-Alpes**
23, avenue Condorcet
69100 VILLEURBANNE
Tél. : 04 37 47 39 75
frtpaura@fntp.fr

Délégation Auvergne
Maison des industries
et des TP d'Auvergne
9, rue du Bois Joli
BP 10063
63802 COURNON-
D'Auvergne CEDEX
Tél. : 04 73 42 27 00
frtpaura@fntp.fr

BOURGOGNE- FRANCHE-COMTÉ

**FRTP Bourgogne-
Franche-Comté**
Le Samourail II
3, rue René Char
21000 DIJON
Tél. : 03 80 41 93 21
frtpbfc@fntp.fr

Délégation Besançon
Écopole TP
Rue Auguste Vérité
25000 BESANCON
Tél. : 03 81 41 16 16
frtpbfc@fntp.fr

BRETAGNE

FRTP Bretagne
2, rue des Maréchaux
35132 VEZIN-LE-COQUET
Tél. : 02 99 63 66 33
bretagne@fntp.fr

CENTRE- VAL DE LOIRE

**FRTP Centre-
Val de Loire**
Maison des TP
595 rue de la Gourdonnerie
45400 SEMOY
Tél. : 02 38 54 12 27
centre@fntp.fr

GRAND EST

FRTP Grand Est
Pôle BTP
Espace européen
de l'entreprise
1A, rue de Dublin
67300 SCHILTIGHEIM
Tél. : 03 88 35 59 65
grandest@fntp.fr

Fédération Lorraine
3, rue Jean-Antoine Chaptal
CS 35580
57078 METZ
Tél. : 03 87 74 38 45
tplorraine@fntp.fr

Fédération Alsace
Pôle BTP
Espace européen
de l'entreprise
1A, rue de Dublin
67300 SCHILTIGHEIM
Tél. : 03 88 35 59 65
alsace@fntp.fr

**Fédération
Champagne-Ardenne**
Parc technologique
du Mont-Bernard
8, rue Dom Pierre Pérignon
CS 40064
51006 CHÂLONS-
EN-CHAMPAGNE
Tél. : 03 26 69 34 70
champagne-ardenne
@fntp.fr

HAUTS-DE-FRANCE

**FRTP
Hauts-de-France**
268, boulevard Clémenceau
59700 MARCQ-
EN-BARCEUL
Tél. : 03 20 98 00 33
hdf@fntp.fr

Délégation Amiens
6, rue Colbert
80000 AMIENS
Tél. : 03 22 71 76 00
frtppicardie@fntp.fr

ÎLE-DE-FRANCE

FRTP Île-de-France
9, rue de Berri
75008 PARIS
Tél. : 01 47 66 01 23
idf1@fntp.fr

NORMANDIE

FRTP Normandie
Siège : Parc du Zénith
Bâtiment B1
420, avenue des Canadiens
76650 PETIT-COURONNE
Tél. : 02 35 61 02 71

Délégation Caen
12, rue Ferdinand Buisson
14280 SAINT-CONTEST
Tél. : 02 35 61 02 71
normandie@fntp.fr

NOUVELLE- AQUITAINE

**FRTP
Nouvelle-Aquitaine**
Maison du BTP
1 bis, avenue de Chavailles
CS 62013
33525 BRUGES CEDEX
Tél. : 05 56 11 32 00
frtpna@fntp.fr

Délégation Limoges
Parc Ester
22, rue Atlantis
BP 6954
87069 LIMOGES CEDEX
Tél. : 05 55 35 07 05
limousin@fntp.fr

Délégation Poitiers
53, rue du Bois D'Amour
86280 SAINT-BENOÎT
Tél. : 05 49 61 49 75
pchar@fntp.fr

OCCITANIE

FRTP Occitanie
7, square Boulingrin
BP 31514
31015 TOULOUSE
CEDEX 6
Tél. : 05 61 25 71 05
occitaniepy@fntp.fr

**Délégation
Méditerranée**
ZA de Tournezy
Passage Jean Cocteau
34070 MONTPELLIER
Tél. : 04 67 69 00 00
occitaniedmed@fntp.fr

PAYS DE LA LOIRE

FRTP Pays de la Loire
ZAC de la Chantrerie
Rue Edmé Mariotte
CP 40769
44307 NANTES CEDEX 3
Tél. : 02 28 01 00 60
paysdelaloire@fntp.fr

PROVENCE-ALPES- CÔTE D'AZUR

**FRTP Provence-
Alpes-Côte d'Azur**
344, boulevard Michelet
13009 MARSEILLE
Tél. : 04 91 77 89 31
paca@fntp.fr

LA RÉUNION

**Fédération réunionnaise
du Bâtiment et
des Travaux Publics**
Rue du Pont
CS 41051
97404 SAINT-DENIS CEDEX
Tél. : 02 62 41 70 87
contact@frbtp.re

GUADELOUPE

**Fédération régionale
du Bâtiment et des
Travaux Publics**
ZI de Jarry
117, impasse Émile Dessout
97122 BAIE-MAHAULT
Tél. : 05 90 38 18 80
sg.frbtp.gpe@orange.fr

MARTINIQUE

**Syndicat des
entrepreneurs
en Bâtiment
et Travaux Publics**
Maison du BTP
13, lotissement Bardinet
CS 30100
97256 FORT-DE-FRANCE
CEDEX
Tél. : 05 96 75 80 08
contact@btpmartinique.fr

GUYANE

**Fédération régionale du
Bâtiment et des Travaux
Publics**
BP 842
97339 CAYENNE CEDEX
Tél. : 05 94 39 01 18
contact@guyane.
ffbtpmrtinque.fr

NOUVELLE- CALÉDONIE

**Fédération
calédonienne
du Bâtiment et des
Travaux Publics**
30, route de la Baie
des Dames
ZI de Ducos
98800 Nouméa DUMBÉA
Tél. : +687 27 79 33
secretariat@fcbtp.nc



Fédération Nationale des Travaux Publics
3, rue de Berri — 75008 PARIS
01 44 13 31 44 — infos@fntp.fr
Pour suivre notre actualité @FNTF_info

fntp.fr

